

Moyen-Orient : collision des régimes de sécurité, sacralisation partielle du conflit, rivalité des puissances et marges d'action pour la France et l'Europe

Lionel Tourtier - Président de GENERATIONS E.R.I.C.

Le conflit actuel au Moyen-Orient ne peut plus être lu comme une simple juxtaposition de crises locales. Il procède de la rencontre de plusieurs logiques de puissance qui s'additionnent, se contredisent et se radicalisent mutuellement : **la stratégie israélienne de préemption, la doctrine iranienne de profondeur et de résistance à l'encerclement, la vulnérabilité stabilisatrice des États du Golfe, et l'exploitation possible de cet espace conflictuel par les États-Unis dans le cadre de leur rivalité avec la Chine, indirectement avec la Russie.** A cet ensemble s'ajoute désormais une variable supplémentaire : la sacralisation partielle du conflit, c'est-à-dire le moment où des objectifs géopolitiques se trouvent réinvestis par **des lectures religieuses ou eschatologiques qui rendent le compromis plus difficile** et la désescalade plus incertaine. Dans un tel contexte, la question française redevient pleinement gaullienne : **comment conserver une liberté d'analyse, de décision et de dialogue dans une région où les conflits locaux risquent d'être absorbés par des logiques de blocs plus vastes ?**

I. Israël : de la sécurité existentielle à la préemption régionale

La trajectoire stratégique d'Israël doit être comprise dans la durée. L'État hébreu s'est constitué dans un environnement de forte vulnérabilité, marqué par l'étroitesse du territoire¹, la proximité des menaces et la mémoire fondatrice de la survie. Dans ce cadre, la sécurité n'a jamais été pensée comme une simple posture défensive, mais comme une capacité à empêcher la maturation de la menace.

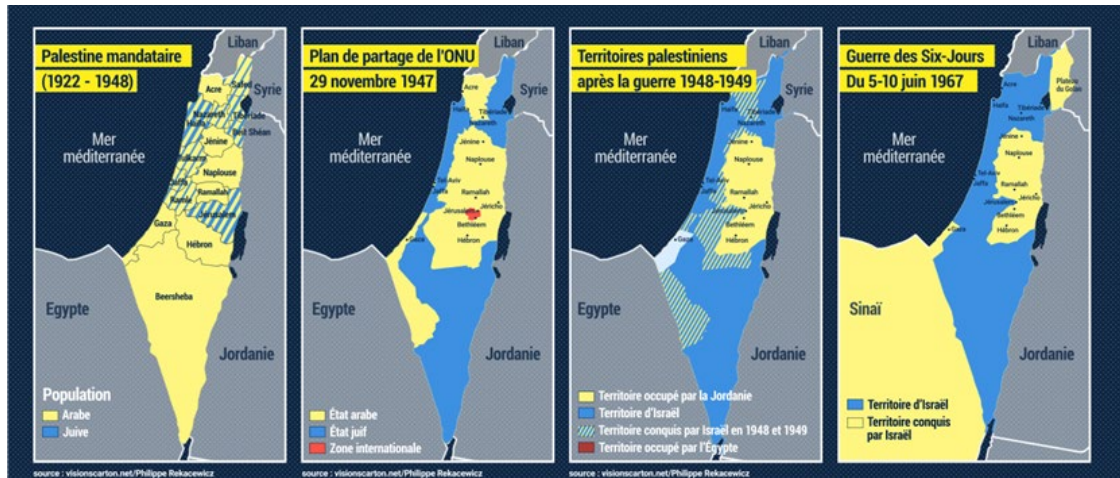
La guerre de 1967 a profondément transformé cette situation en donnant à Israël une profondeur stratégique nouvelle. Mais cette victoire a aussi ouvert un dilemme qui n'a jamais été résolu : **les territoires conquis devaient-ils être conçus comme des garanties de sécurité, comme des monnaies d'échange diplomatique, ou comme les supports d'une dynamique politique et identitaire plus durable?** L'évolution ultérieure montre qu'Israël a progressivement glissé d'une logique de survie immédiate à une logique de maîtrise anticipée de l'environnement régional.

Depuis les années 1990, cette dynamique s'est encore accentuée. L'environnement stratégique israélien n'est plus seulement celui des guerres interétatiques classiques ; il est devenu celui d'une conflictualité diffuse, multi-fronts, fondée sur la saturation, les réseaux alliés, les frappes indirectes et la menace d'un encerclement progressif.

L'Iran est devenu, dans cette configuration, le centre de gravité adverse. D'où une stratégie israélienne de plus en plus marquée par les frappes ciblées, l'action extraterritoriale et la volonté de désorganiser les chaînes logistiques de la menace avant qu'elles ne deviennent irrémédiablement opératoires. Israël reste

¹ L'État israélien est plus petit que notre région bretonne : 20 770 km² contre 27 208 km² !

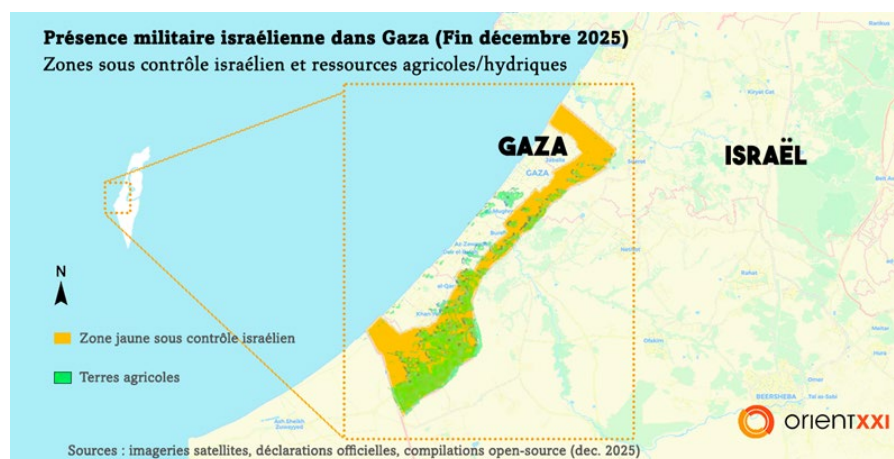
ainsi défensif dans la représentation qu'il se donne de lui-même, mais il poursuit ses finalités par des instruments de plus en plus offensifs.



Evolution du territoire de la Palestine et d'Israël – 1922-1967

Il faut toutefois ajouter ici un point devenu essentiel. Le sionisme historique dominant fut, à l'origine, un projet de refondation nationale largement moderne et séculier. L'un de ses axiomes centraux fut la négation de la diaspora, et ce sionisme ne concevait pas le retour en Eretz Israël comme un retour à la religion juive, sauf dans le cas du courant minoritaire du sionisme religieux. Le projet des fondateurs consistait d'abord à transformer les Juifs de communauté religieuse en nation politique territorialisée², avec l'État comme nouveau centre de loyauté. Mais cette « sortie de la religion » n'a été que partielle : le sionisme laïque a été en partie saisi par le judaïsme, et la revitalisation du religieux dans la société israélienne est devenue l'un des faits majeurs de la période récente.

Cela n'autorise aucun amalgame entre judaïsme et sionisme, ni entre religion juive et politique d'État. Mais cela oblige à constater qu'**une partie du sionisme israélien s'est resacralisée**. Lorsque la terre cesse d'être seulement un enjeu stratégique ou national pour devenir aussi un objet de promesse, de rédemption ou de sanctification, le compromis politique devient structurellement plus difficile. C'est l'une des raisons pour lesquelles la question territoriale ne relève plus seulement, en Israël, d'une négociation de sécurité : elle relève aussi, pour certains courants, d'une théologie de la souveraineté.



² Lire Yakov Rabkin « *Israël et la Palestine. Rejets de la colonisation sioniste au nom du judaïsme* »

Israël apparaît ainsi comme une puissance régionalement dominante sur le plan militaire, mais traversée par un paradoxe croissant : **plus sa supériorité opérationnelle s'affirme, plus sa sécurité politique paraît difficile à stabiliser**. Et plus cette difficulté s'accroît, plus certaines composantes du débat israélien tendent à déplacer la question du compromis du registre du possible vers celui de l'interdit.

II. Iran : souveraineté, profondeur et logique de résistance

Face à Israël, l'Iran se situe dans une logique de puissance presque inverse. Là où Israël se pense depuis la faiblesse territoriale originelle, l'Iran se pense depuis la profondeur historique, la continuité civilisationnelle et la mémoire de l'ingérence.

Sa politique actuelle ne peut être comprise sans le temps long du « Grand Jeu »³, des pressions russes et britanniques, des concessions imposées, de Mossadegh et du coup d'État de 1953, puis de la recomposition opérée par la République islamique. **Le cœur de la doctrine iranienne réside dans le refus de l'encerclement et de la subordination**. La recherche de profondeur stratégique ne procède pas seulement d'une ambition d'influence ; elle répond à un impératif de défense par éloignement : empêcher que la guerre ne soit ramenée sur le seul territoire iranien.

La République islamique a réorganisé cette mémoire dans un cadre théologico-politique singulier. Mais son langage stratégique demeure constant : indépendance nationale, résistance à l'ingérence, refus de la neutralisation stratégique. C'est ce qui éclaire à la fois ses réseaux régionaux (voir l'Axe de résistance), sa capacité de projection indirecte et sa conflictualité avec Israël. Après 1979, le pragmatisme antérieur des relations irano-israéliennes a cédé la place à une opposition structurante, dans laquelle Israël devient, pour l'Iran, un avant-poste de l'ordre occidental hostile, tandis que l'Iran devient, pour Israël, le centre d'un système de menace étagé.



L'Axe de la résistance se décrit comme une alliance anti-impérialiste visant à résister aux États-Unis et à Israël au Moyen-Orient.

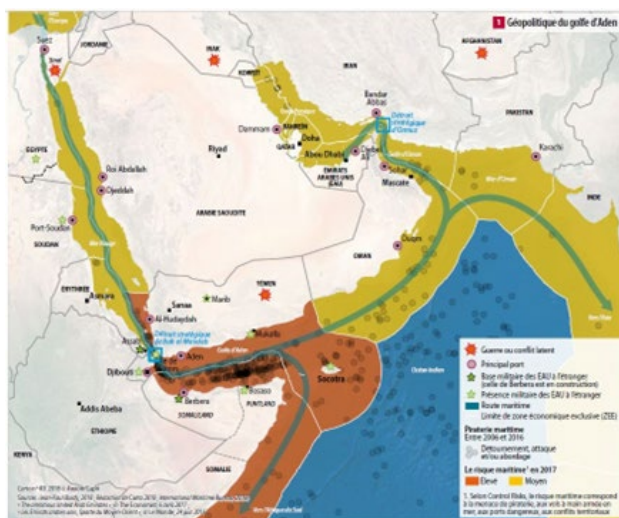
³ Le « Grand Jeu » est la rivalité coloniale et diplomatique entre la Russie et le Royaume-Uni en Asie au XIX e siècle,

L'Iran n'est cependant pas une forteresse homogène. Il est travaillé par une contradiction entre légitimité révolutionnaire, souveraineté nationale et fatigue sociétale. Cette tension intérieure fragilise le régime, sans abolir sa capacité d'action. Elle peut même, dans certaines séquences, renforcer sa logique de siège. Autrement dit, l'Iran est à la fois résilient et vulnérable, ce qui accroît son imprévisibilité dans les phases de crise.

Sur le plan symbolique, il faut ajouter que l'Iran tend de plus en plus à être perçu, dans certains récits adverses, non comme un rival stratégique parmi d'autres⁴, mais comme un adversaire absolu. C'est ici que la dimension religieuse rejoint la géopolitique : **plus l'adversaire est interprété dans un registre eschatologique ou biblique, plus la conflictualité se déplace** du terrain du rapport de forces négociable **vers celui du combat sans compromis**. Ce glissement n'est pas total ; mais il est devenu assez visible pour mériter d'être intégré à l'analyse.

III. Pays du Golfe : prospérité stratégique et vulnérabilité structurelle

Les États du Golfe forment un troisième pôle, d'une nature très différente de celle d'Israël et de l'Iran. Leur puissance ne procède ni d'une profondeur historique équivalente à celle de l'Iran, ni d'une autonomie militaire comparable à celle d'Israël. Elle repose sur la rente énergétique, la maîtrise des flux, la concentration d'infrastructures critiques et la capacité à organiser des espaces de prospérité mondialisée. Mais cette puissance repose aussi sur une fragilité fondamentale : **la prospérité du Golfe dépend d'un environnement régional qu'il ne maîtrise pas entièrement**.



Géopolitique du Golfe d'Aden

Leur jeunesse étatique relative (plusieurs États du Golfe ont été créés vers 1960, à la fin du Protectorat britannique), la concentration littorale de leurs infrastructures, la dépendance aux routes maritimes et l'adossement historique à une protection extérieure font des monarchies du Golfe des puissances riches mais exposées. **Leur logique n'est pas celle de la conquête ; elle est celle de la stabilisation**. Elles ont besoin de fluidité énergétique, de sécurité maritime, de continuité logistique, de confiance financière et

⁴ Il y a certainement une rivalité technologique entre Israël et l'Iran, comme combat d'influence au Moyen-Orient. L'Iran forme plus d'ingénieurs par an que la France et l'Allemagne réunies. Ceci explique que ce pays est l'un des 10 premiers pays dotés de technologies puissantes. Un positionnement trop sous-évalué par l'Occident.

de prévisibilité stratégique. C'est pourquoi elles redoutent l'Iran, mais plus encore une guerre ouverte avec lui. Leur dilemme est clair : réussir l'après-pétrole suppose la stabilité, alors même que leur position géographique les expose en permanence à l'instabilité. Or, l'ouverture du conflit chaotique de mars 2026 les places désormais dans une telle situation ... Cela semble compromettre leur avenir.

Ainsi, les États du Golfe jouent ici un rôle révélateur. Ils montrent ce que devient une région lorsque la conflictualité cesse d'être seulement idéologique ou territoriale pour affecter les circuits mêmes de la prospérité. Ils constituent en quelque sorte le pôle rationnel de l'ensemble : celui qui rappelle que, derrière les récits, les identités et les affrontements de principe, il existe aussi une réalité matérielle faite de terminaux, de détroits, de flux et d'équilibres fragiles.

Cette rationalité de stabilisation est précisément ce qui fait ressortir, par contraste, la radicalisation partielle d'autres acteurs. Cela explique d'ailleurs que le conflit au Moyen-Orient peut, d'une part s'élargir à d'autres pays limitrophes et, d'autre part, provoquer de graves conséquences économiques, du fait du poids des pays producteurs du Golfe. La fermeture du détroit d'Ormuz en est une illustration.



*Avoir une vision globale des théâtres d'opération permet de comprendre les interactions en cours
(« La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre » - Yves Lacoste 1976)*

IV. États-Unis : le Moyen-Orient comme front indirect de la rivalité avec la Chine

L'ajout de la variable américaine change l'échelle de la crise. Le Moyen-Orient ne se réduit plus à un théâtre régional ; il devient aussi un espace possible d'exploitation du désordre dans le cadre de la rivalité entre Washington et Pékin.

Dans cette perspective, l'Iran occupe une place charnière : fournisseur énergétique de la Chine, pivot de corridors eurasiens⁵, terrain d'expérimentation de flux partiellement déconnectés du dollar. La thèse la plus robuste n'est pas celle d'un plan parfaitement maîtrisé, mais celle d'une utilisation opportuniste de la

⁵ Le corridor « Inde - Chabahar (Iran) - Afghanistan » relie l'Inde à l'Afghanistan via l'Iran (port de Chabahar) et les ports de la côte ouest de l'Inde (ports de Kandla et Mumbai).

conflictualité régionale pour rendre plus coûteuse la projection chinoise à travers l'Eurasie, et compliquer indirectement certains intérêts russes.

Si **l'Iran se consolide comme hub commercial de l'Eurasie⁶**, il réduit une part de la vulnérabilité chinoise. S'il est durablement fragilisé, les corridors deviennent plus risqués, les approvisionnements plus coûteux et les circuits de règlement alternatifs plus difficiles à stabiliser.

Dans cette lecture, **le Moyen-Orient devient un front périphérique de la rivalité sino-américaine**. Il ne s'agit pas nécessairement, pour les États-Unis, de tout contrôler ; il peut suffire de faire en sorte que la région demeure assez instable pour maintenir Pékin dans une position de dépendance chère et incertaine.

NB : Une lecture attentive de la mise en œuvre des corridors est nécessaire en géopolitique, car certains peuvent être sous l'influence des États-Unis, avec la tentation de marginaliser l'Iran et la Russie, à l'exemple du corridor de Zangezur. De façon générale, il est important d'étudier les différents corridors mis en place ou projetés. Ceci explique partiellement les opérations de déstabilisation des États-Unis dans certains pays d'Asie centrale.



Mais il faut aller un pas plus loin. Le soutien américain à Israël n'est pas seulement stratégique, militaire ou géopolitique. Il est aussi soutenu, dans une partie du paysage intérieur américain, par un écosystème politico-religieux. **Les chrétiens sionistes américains, notamment évangéliques, constituent l'un des soutiens extérieurs les plus puissants à la politique israélienne la plus dure**. Leur lecture de la terre d'Israël est souvent littéraliste et eschatologique.

Le compromis territorial y est interprété non comme un choix politique discutable, mais comme une faute contre la volonté divine. Cette donnée ne détermine pas toute la politique américaine, mais elle contribue à durcir l'arrière-plan idéologique dans lequel certaines décisions deviennent possibles ou plus difficiles à contester.

⁶ Cf. l'accord de libre-échange signé entre l'Iran et L'Union économique eurasiennne.



La confrontation Etats-Unis Eurasie était programmée dès 1997 dans « Le Grand Échiquier » de Zbigniew Brzezinski

Il faut donc tenir ensemble les deux niveaux : **la géopolitique mondiale et la théologie politique intérieure**. Les États-Unis agissent comme grande puissance ; mais une fraction de leur soutien à Israël est aussi portée par des réseaux pour lesquels le Moyen-Orient n'est pas seulement une région stratégique, mais un espace prophétique.

Cette articulation est l'un des éléments qui expliquent pourquoi certaines séquences de crise prennent aujourd'hui un ton si absolu.

V. La variable religieuse : sacralisation du territoire, radicalisation du conflit et risque d'escalade

C'est ici qu'apparaît le complément décisif à la note initiale. La conflictualité actuelle n'est pas seulement une collision entre intérêts stratégiques ; elle tend, chez certains acteurs et dans certains segments de leurs soutiens, à être interprétée comme l'accomplissement d'une « mission », d'une promesse ou d'une prophétie.

Cette dimension n'abolit pas la rationalité géopolitique ; elle la radicalise. Lorsque la guerre est pensée comme une fidélité à l'histoire sacrée, la stratégie cesse d'être entièrement mesurée à l'aune du coût et du bénéfice. Le prix devient secondaire dès lors qu'il est subordonné à un impératif supérieur. C'est en ce sens qu'une part du conflit prend une dimension que l'on peut dire non pas irrationnelle au sens strict, mais théologico-politique.

Sur le versant israélien, le point crucial est de **distinguer clairement judaïsme et sionisme**. Le judaïsme est une religion et une civilisation plurielle ; le sionisme est un mouvement politique moderne. Les confondre brouille l'analyse et nourrit les amalgames. Mais une fois cette distinction posée, il faut constater qu'une partie du sionisme israélien s'est progressivement rechargée de références bibliques, territoriales et messianiques. Dès lors, la question du territoire change de nature : elle ne renvoie plus seulement à la sécurité, mais à la fidélité à une vocation historique et spirituelle.

Sur le versant américain, les chrétiens sionistes jouent un rôle d'amplification. Leur insertion politique et leur influence sur la droite américaine sont bien établies. Beaucoup de ces groupes ont dénoncé le retrait de Gaza comme une faute grave, et leurs relais ont consolidé les liens entre la droite israélienne et les

milieux évangéliques les plus conservateurs. Le soutien ainsi apporté à Israël n'est pas seulement diplomatique ; il est doctrinal, affectif, mobilisateur, et souvent hostile à toute concession territoriale. Ce soutien est donc un facteur de rigidification du conflit.

U.S. Troops Were Told Iran War Is for "Armageddon," Return of Jesus

Advocacy group reports commanders giving similar messages at more than 30 installations in every branch of the military



JONATHAN LARSEN
MAR 03, 2026

Lorsque les guerres géopolitiques commencent à être interprétées comme l'accomplissement d'une prophétie, la stratégie cède la place à la théologie et la diplomatie devient presque impossible. La formule est forte, mais elle désigne un phénomène réel : la sacralisation des objectifs réduit l'espace de la négociation, absolutise l'ennemi et transforme le compromis en trahison. Cela vaut non seulement pour certains courants israéliens et évangéliques, mais aussi, sous d'autres formes, pour des représentations sacrificielles ou eschatologiques présentes dans le camp iranien. Aucun camp n'a le monopole du recours au sacré. Mais tous ne l'emploient pas avec la même intensité ni dans la même fonction politique.

La question nucléaire doit alors être traitée avec rigueur. Rien ne permet d'affirmer l'existence d'une doctrine nucléaire religieuse explicite en Israël. En revanche, la variable religieuse augmente un risque indirect mais réel : celui d'une dégradation des mécanismes de retenue. Plus un conflit est défini en termes absolus, plus la proportionnalité, la désescalade et le compromis deviennent politiquement difficiles à défendre. Le danger n'est donc pas celui d'une « bombe religieuse » au sens direct ; il est celui d'une dissuasion étatique classique contaminée par des imaginaires eschatologiques qui affaiblissent les barrières mentales de la guerre limitée.

VI. Lecture gaullienne : autonomie, raison d'État, refus de l'alignement

C'est ici qu'intervient la grille gaullienne, non comme ornement, mais comme principe d'intelligence. La doctrine du général reposait sur trois piliers : la souveraineté nationale, l'Europe des nations et l'équilibre multipolaire du monde.



Principes gaullistes de la politique étrangère

Pour de Gaulle, un État ne joue un rôle réel que s'il conserve sa liberté de décision. Cette conviction a commandé la dissuasion, l'autonomie diplomatique et le refus de l'alignement. Elle a aussi fondé sa politique au Moyen-Orient : dialogue avec tous, refus d'être absorbé par un camp régional, crainte constante de voir un conflit local capté par la rivalité des grandes puissances.

Mais il faut ici prendre en considération un élément important. De Gaulle était croyant. Il était nourri de convictions religieuses profondes, d'où d'ailleurs son ambition sociale fondée sur l'encyclique « Rerum Novarum ». Pourtant, il ne prenait jamais ses décisions politiques à partir de ses convictions religieuses. Il n'a jamais lancé de « croisades » fondées sur le religieux, et il savait dissocier sa foi de ses responsabilités d'État. En témoigne la publication en 1967 de la loi Neuwirth sur la contraception à laquelle l'Eglise n'était pas vraiment favorable (d'ailleurs en 1968, l'encyclique « Humanae Vitae » condamna cette pratique).

Cette distinction entre décision politique et convictions personnelles est un point capital. La tonalité gaulliste d'une telle note ne consiste pas à opposer une croyance à une autre, ni à substituer une métaphysique française aux théologies en conflit ; **elle consiste à rappeler que la raison d'État ne peut être subordonnée à une lecture religieuse des événements.** Pour de Gaulle, les relations internationales ne devaient pas être dictées par un prisme idéologique, et cela vaut a fortiori pour le prisme religieux. L'intérêt de la France, la stabilité des équilibres, la permanence des nations devaient primer.

Sous cet angle, la crise actuelle confirme l'intuition gaullienne. Le danger majeur n'est pas seulement la violence locale ; c'est la transformation d'un conflit régional en segment d'une confrontation plus vaste entre blocs, auquel viennent désormais s'ajouter des récits de salut, de rédemption ou de damnation.

Là où la pensée gaullienne cherchait un équilibre diplomatique, la période actuelle cumule au contraire les facteurs de rigidification : préemption, profondeur stratégique, vulnérabilité énergétique, rivalité sino-américaine et sacralisation partielle du conflit. **C'est pourquoi la leçon gaullienne n'est pas seulement historique ; elle redevient opératoire.**

VII. France et Europe : faiblesses actuelles et conditions d'une politique crédible

La question devient alors la suivante : **la France et l'Europe ont-elles encore les moyens d'une politique d'équilibre ?**

Le diagnostic est clair. La France conserve des attributs de puissance considérables : siège permanent au Conseil de sécurité, dissuasion nucléaire autonome, capacité de projection, vaste réseau diplomatique, tradition de négociation. Mais elle éprouve une difficulté croissante à transformer ces atouts en influence politique réelle. Le diagnostic porte sur l'absence de ligne stratégique lisible, la centralisation excessive de la décision, l'érosion des moyens diplomatiques et l'articulation incertaine entre initiative française et levier européen.

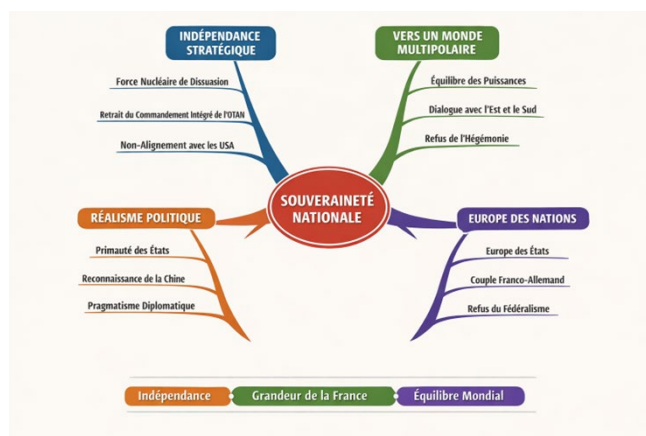
Au Moyen-Orient, ces limites deviennent particulièrement visibles. Historiquement, la France pouvait prétendre à une certaine position d'équilibre, combinant dialogue avec le monde arabe, relation avec Israël et autonomie relative à l'égard des États-Unis. Aujourd'hui, dans une confrontation majeure impliquant Israël, l'Iran, Washington et, en arrière-plan, la Chine, elle risque davantage la marginalité que l'initiative si elle ne retrouve pas une doctrine claire. Si les conditions d'une stratégie cohérente, d'une

influence reconnue et d'un poids politique suffisant ne sont pas réunies, la France peut se retrouver à observer des décisions prises par d'autres plutôt qu'à contribuer réellement à leur orientation.

Les conditions d'un redressement sont identifiées : restauration d'une doctrine diplomatique lisible, renforcement des moyens diplomatiques et analytiques, meilleure articulation entre diplomatie nationale et action européenne, retour à un rôle de puissance d'équilibre capable de parler à des acteurs différents. Ces exigences rejoignent la logique gaullienne, mais en lui donnant une traduction contemporaine. Il ne s'agit pas de rejouer mécaniquement le passé ; il s'agit de retrouver une capacité française et européenne à distinguer l'intérêt propre de la discipline d'alliance, et à agir sur un voisinage stratégique décisif. Il en résulte la nécessité de quitter une ligne atlantiste qui n'est en fait que la sujétion de la France aux décisions américaines, notamment celles impulsées par les néoconservateurs. Nous l'avons vu en Ukraine, et nous risquons de le voir au Moyen-Orient, avec des conséquences sans doute préjudiciables aux intérêts français.

Pour l'Europe, l'enjeu est du même ordre. Tant qu'elle ne définit pas d'intérêts stratégiques communs sur l'énergie, les routes maritimes, la sécurité méditerranéenne et les équilibres du Moyen-Orient, elle restera un acteur économique majeur mais géopolitiquement secondaire. Or le conflit actuel montre précisément que la dépendance énergétique, la sécurité des détroits, les crises régionales et la rivalité des grandes puissances ne sont plus des questions extérieures à l'Europe : elles la concernent directement.

Une Europe qui n'organise pas sa propre capacité d'appréciation et de médiation s'expose à subir les conséquences de stratégies conçues ailleurs. Mais là encore, il faut s'interroger si le fonctionnement actuel ne l'Europe ne repose pas sur des fondamentaux erronés : celui de vouloir mettre en place une fédération, sous influence atlantiste avec l'OTAN, et non une Europe des nations reposant sur le principe d'indépendance et de non-alignement. Or, plusieurs Etats membres sont trop inféodés aux Etats-Unis pour envisager une telle rupture. Par conséquent, la France va devoir faire des choix face à la bascule du centre de gravité mondiale vers les Sud.



Conclusion générale : réintroduire le politique dans un conflit qui tend vers l'absolu

Le conflit moyen-oriental actuel n'est plus seulement une confrontation géopolitique régionale. Il est devenu un système où se combinent sécurité existentielle, profondeur stratégique, vulnérabilité énergétique, rivalité mondiale et sacralisation partielle des objectifs.

Israël agit au nom de la prévention ; l'Iran au nom de la souveraineté et de la résistance à l'encerclement ; les États du Golfe au nom de la protection d'une prospérité vulnérable ; les États-Unis peuvent être tentés d'exploiter la crise dans leur rivalité avec la Chine et son partenaire la Russie ; et la variable religieuse vient durcir l'ensemble en réduisant la négociabilité des fins poursuivies. Chacun de ces acteurs se pense, au moins en partie, comme défensif. Mais leur interaction produit une insécurité croissante pour tous.

C'est pourquoi la question centrale n'est plus seulement de savoir qui a raison, ni même qui l'emportera. Elle est de savoir **comment réintroduire du politique, du compromis et de la limitation stratégique dans un conflit où une partie des acteurs tend à relire la guerre dans un registre absolu**. C'est ici que la leçon gaullienne retrouve toute sa force : **un État digne de ce nom ne gouverne pas ses choix extérieurs par la passion, par l'idéologie ou par la religion, mais par la raison d'État, la mesure et l'intérêt national**.

La France ne retrouvera une parole utile que si elle assume à nouveau cette exigence. L'Europe ne retrouvera un rôle que si elle cesse d'être seulement un espace affecté par les crises pour devenir une puissance capable d'en penser les conditions d'équilibre.

En dernière analyse, la question est simple et sévère : qui est encore capable, dans ce système, de tenir une position d'équilibre lorsque tant d'acteurs tendent à transformer un conflit d'intérêts en combat d'absolus ?

